

**Rapport de mission inter organisations effectuée du 25 octobre
au 1^{er} novembre 2022 sur l'axe Fizi centre – Lusuku
<https://ehtools.org/alert-view/4474>**



Période de la mission : du 25 octobre au 01 octobre 2022.

Participants à la mission :

Agences de système des Nations-Unies : OCHA et UNICEF

ONG: ACAD, ADED, ADPE, AFPDE, ANOVEV-EF3, AVREO, CEPROJED, FECONDE, HELP-CHANNEL CONGO, KUA, SOFIBEF et TPO-RDC.

FAITS SAILLANTS DU RAPPORT

Mouvement de population

Entre Août et Octobre 2022, les affrontements entre groupes armés mais aussi les opérations militaires que mène la force régionale (coalition FARDC – armée burundaise) contre les groupes armés locaux et étrangers dans les Hauts et Moyens Plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira ont été à la base des déplacements de population des localités touchées par les combats. 3963 ménages soit 19 815 personnes déplacées ont fui vers les localités situées sur l’axe Fizi centre – Lusuku à savoir LIMBAYA, KANANDA, MUKERA, KICHULA, AAMBA, LUMANYA, MULIMA et LUSUKU, dans les groupements de BABUNGWE, BASIMUNYAKA et BASILOCHA ; dans les secteurs de Ngandja, Mutambala et Tanganyika. Pour des raisons d’inadaptation climatique entre les milieux de provenance des PDI et les villages d’accueil se situant dans les localités précitées, la majorité de déplacés préfèrent rester dans les collines qui surplombent la route Fizi-Lusuku (dans les monts Mitumba) ou les conditions climatiques sont presque les mêmes que celles des villages de provenance (climat froid). Les déplacés qui arrivent sur l’axe Fizi – Lusuku sont accueillis dans les familles d’accueil principalement mais d’autres déplacés sont dans les églises ou dans des maisons de location.

Accès et Communication

Accès physique : Accès physique : L’axe Fizi centre – Lusuku, long de 53 kilomètres, est praticable sur une trentaine de kilomètres déjà réhabilités par l’ONG ALPF dans un projet financé par le fonds réserve Logistique du FH RDC. Ce projet se termine en mars 2023 mais près de vingt kilomètres de la route ne sont pas encore réhabilités entre Kichula et Lumanya. qui avait reçu un financement du FH RDC pour réaliser la réhabilitation de 40 km entre Fizi centre et Lumanya. Près de vingt kilomètres sont en très mauvais état entre Kichula et Lusuku. La zone de l’évaluation est couverte par les réseaux téléphoniques Airtel et Vodacom à certains endroits. Une station de la radio communautaire installée à Fizi centre arrose une bonne partie de l’axe routier.

Accès sécuritaire : Des soldats des FARDC installés à Kananda, Mukera, Kichula et Lumanya assurent la sécurité des personnes et de leurs biens sur l’axe. Mais les hommes armés qui sont des jeunes du milieu chargés d’assurer la sécurité des villages (groupes d’autodéfense) sont visibles partout. Deux barrières payantes sont installées par les soldats des Fardc sur l’axe, l’une à l’entrée du village de Mukela et l’autre sur l’axe secondaire Kananda – Bibumbi.

Présence opérationnelle

Quelques interventions ont été réalisées ou sont en cours de réalisation par les acteurs humanitaires parmi lesquels CICR, HEKS EPER, IMC, ACTIONAID, KUA, Help Channel Congo, War Child Holland, Care International, ALPF, Help Child et ADED

- Le CICR utilise une entreprise privée (EBICON) pour la réhabilitation de l’adduction d’eau de Lumanya dans le secteur WASH ;
- HEKS EPER fait le ciblage des bénéficiaires des intrants agricoles à Mulima et Lusuku dans la sécurité alimentaire ;
- ALPF réhabilite la route Fizi centre – Lumanya. Ce projet bénéficie de l’allocation Réserve Logistique du FH RDC et prend fin en mars 2023 ;
- ACTIONAID a réhabilité les écoles et distribue des kits dans le secteur de l’éducation ;
- WAR CHILD et son partenaire KUA interviennent en éducation et en protection de l’enfant ;

- HELP CHANNEL CONGO intervient en sécurité alimentaire sur l'axe dans le milieu scolaire à Mukela
- HELP A CHILD et son partenaire ADED distribuent des Kits WASH et des kits hygiéniques dans le secteur WASH à Mukela

Besoins Urgents

- Retrait, réunification, intégration socioéconomique et accompagnement psychosocial des ENA, ES, EAFGA et EOVI ;
- Sensibilisation sur le rétablissement de la confiance et la collaboration entre la population et les autorités (militaires).
- Renforcer la présence des acteurs de protection pour monitorer les incidents de protection, prévention, réponse) pour la collecte des données et la documentation des incidents et violations de droits humains ainsi que la prévention et réponse aux VBG et la protection de l'enfant en situation d'urgence ;
- Assistance en vivres et en intrants agricoles
- Appui en abris transitionnels pour les ménages déplacés
- Assistance en articles ménagers essentiels aux personnes déplacées ;
- Réhabilitation et renforcement des réseaux d'adduction d'eau potable
- Construction des zones de déchets dans les centres de santé
- Doter les structures sanitaires des équipements PCI (prévention contre les infections).

1. Contexte

Suite aux Alertes faites par la société civile locale et les autorités étatiques et coutumières (<https://www.ehtools.org/alert-view/4474>) depuis le mois d'août jusqu'en octobre 2022 rapportant les affrontements récurrents dans la partie sud de Minembwe et spécialement au niveau de Bigaragara, un site minier. Ainsi, la nuit du 22 au 23 octobre 2022, les éléments de la coalition Twirwaneho-Ngumino-Androïd ont attaqué les éléments Maimai à Bigaragara. Après les combats de Bigaragara, d'autres combats ont été signalés à Magunga (dans les hauts plateaux de Fizi) et au bord du lac Tanganyika (littoral sud du lac tanganyika) et dans les Hauts Plateaux d'Itombwe entraînant le déplacement de population des localités dlbumba, Kalingi, Mikenge, Kalonge, Kamombo, Rubemba, Katobe, Ngandu, Tubuki, Kabora, Magunga, Kakuku, Bibokoboko, Kabembwe, Nakisozi, Kawera, Mulicha, Rusankuku, K aleke, Chakira, Tubangwa, Manunga, Kinyukwe, Bishiko, Kabandja, Mulumbwa, Kisanya, Itasha, Nbishiko, Kisombe, Byarere, Kijombo, Bisakara, Rugezi et Nyamurobwe vers l'axe routier Fizi centre – Lusuku dans les zones de santé de Fizi et de Nundu. Les localités d'accueil de ces personnes déplacées sont LIMBAYA, KANANDA, MUKELA, KICHULA, AAMBA, LUMANYA, MULIMA et LUSUKU.

2. Situation Sécuritaire

La situation sécuritaire est calme sur l'axe Fizi centre – Lusuku. Elle reste fragile vu le nombre des cas de criminalité enregistrés sur l'axe (vol de bétail et des produits agricoles, viol et meurtre, pillage...). Ainsi par exemple, au mois de Juillet 2022 à Lusuku, 65 vaches des habitants ont été emportées par les hommes armés non identifiés ; au même mois, plus ou moins 14 femmes en provenance du marché de Kaleke étaient victimes des tortures et d'extorsion des biens et argent en leur possession ; en août 2022, deux jeunes garçons qui se rendaient au marché de Magunga ont été assassinés par des inconnus. Ces incidents et l'influence des groupes armés dans la zone ne permettent plus aux personnes déplacées de se rendre dans leurs villages de provenance les plus proches pour chercher les vivres comme ils le faisaient avant ; les déplacements des personnes et leurs biens dans l'ensemble sont limités pour certains endroits. Sur l'axe, les militaires des FARDC sont positionnés dans les villages de Kananda, Mukela, Kichula et Mulima. Par contre, les villages Aamba, Lumanya ou Lusuku sont essentiellement gardés par les jeunes du milieu qui se constituent en groupes d'autodéfense.

3. Accessibilité géographique

L'axe Fizi centre – Lusuku est réhabilité sur une trentaine des kilomètres de Fizi centre jusqu'à Kichula. Cette partie est devenue accessible à véhicule mais il reste près de vingt kilomètres à réhabiliter pour que l'axe soit totalement fréquentable. Des personnes déplacées qui choisissent de rester à mi-chemin dans les hauts plateaux sont inaccessibles et il faut deux à trois heures de marche à pied dans les collines des monts Mitumba pour les atteindre.

4. Méthodologie de collecte des données

- Entretiens avec les personnes ressources : autorités locales (administratives, militaires, policières, sanitaires et sécuritaires), leaders communautaires, présidents des comités des déplacés, responsables des organisations communautaires de base, etc.
- Focus group avec les personnes déplacées dans les zones visitées.
- Documentation : consultation-analyse-vérification et triangulation des données primaires
- Observation directe de la situation sur le terrain

5. Mouvement de population

Tableau synthèse sur les nouveaux déplacés de l'axe Fizi centre - Lusuku :

N°	Localité	Ménages autochtones	Ménages déplacés (août-octobre 2022)	Provenance	Période d'arrivée
1	LUSUKU	4025	300	Kalingi, Mikenge, Magunga, Kamombo, Bigaragara, Lubemba, Katobe, Tubuki, Ngando, Kabara	août – octobre 2022
2	MULIMA	4699	347	Kakuka, Ngandu, Bibokoboko, Magunga, Kabembwe, Nakisozi	Août – octobre 2022
3	LUMANYA	628	527	Kalingi, Kakenge, Bigaragara, Bibokoboko, Magunga, Kaleke	Août – octobre 2022
4	AAMBA	614	228	Chakira, Kamombo, Kaleke, Kakenge, Bigaragara	Août – octobre 2022
5	KICHULA	1707	393	Tubangwa, Kalingi, Bibokoboko, Rugezi, Bigaragara, Magunga, Kabingo, Kinyokwe, Bishiko	Août – octobre 2022
6	MUKELA	3089	704	Bigaragara, Rugezi, Kakenge, Namulombwa, Mikenge	Août – octobre 2022
7	KANANDA	1536	239	Kalingi, Isaaanya, Kabingu, Mgungi, Kakenge, Bigaragara, Itasha, Isombe, Byalere, Kijomba, Bisakara, Mikenge.	Août – octobre 2022

8	FIZI CENTRE	7031	1225	Muheta, Kitu, Gomba, Kagomba et Kalonge	Août – octobre 2022
Total		23 329	3963		

A ces nouveaux déplacés viennent s'ajouter des anciens déplacés de janvier 2021 à mai 2022, estimés à 4 450 ménages selon le dénombrement qui était fait par le comité des déplacés internes (CDI) de Fizi centre. Très peu d'assistance a été organisée en faveur de ces nouveaux déplacés se trouvant dans des conditions de vie très difficiles actuellement.

6. Données sectorielles

6.1. Protection

Lors de nos entretiens avec les informateurs clés sur l'axe Fizi-Lusuku, plusieurs cas d'incidents de protection ont été rapportés ces trois derniers mois. Bien que la communauté hôte soit également vulnérable à ces incidents, les cas de nouveaux déplacés sont beaucoup plus inquiétants (64% des cas). Les auteurs de ces incidents sont entre autres les éléments des différents groupes armés qui restent incontrôlés et difficilement identifiables et les éléments des forces loyalistes FARDC (c'est par exemple le cas de 2 barrières payantes qui sont érigées, l'une entre Mukera et Kananda et l'autre entre Kananda et Bibumbi).

Voici quelques incidents saillants :

75 vaches des pauvres paysans emportées par les inconnus à LUSUKU dans l'intervalle de 3 mois seulement (entre Août et Octobre 2022) par les éléments du groupe armé Twirwaneho ; En août 2022, 2 jeunes ont été assassinés par les hommes inconnus en allant au marché de Magunga ; 15 femmes dont 4 autochtones et 11 déplacées ont été victimes des violences graves en Octobre 2022 à Lumbi ; En octobre 2022, 12 personnes ont été victimes d'extorsion d'argent des biens à MUKERA ; Un cas de pendaison d'un jeune de 19 ans rapporté à KANANDA le 22 octobre 2022 ; 7 cas des décès brusques dont 4 enfants et 3 adultes, tous déplacés en ce mois d'octobre 2022 a été la conséquence de la non prise en charge médicale des personnes malades à la suite de changements climatiques.

Protection générale

- Taxes frauduleuses de 500 à 1001Fc exigée à tout passager au niveau de 2 barrières érigées par les éléments des FARDC à Mukela et à Bibumbi ;
- Il est signalé un conflit du pouvoir coutumier dans la localité de MUKELA à Mukela ;
- Les sous-effectifs des éléments de force de l'ordre et/ou leur absence dans la plupart des villages donne l'occasion aux groupes armés de marquer leur présence ce qui est à la base de l'insécurité qui prévaut dans la zone ;
- Plusieurs cas des tortures signalés dans plusieurs villages. Le cas le plus récent est celui de trois jeunes hommes sauvagement torturés à « Trois Maisons » en date du 18 octobre 2022 ;
- Deux Médecins enlevés à Mukela par les hommes à mains armées en septembre 2022, et dont leur libération a été conditionnée par le paiement de 500 dollars ;
- En date du 27 octobre 2022, un jeune réfugié burundais a été tabassé à mort par les sujets Maî-maî ;
- Un nombre important des déplacés ne sont pas libres de circuler dans la zone par suite de la perte de leurs pièces d'identité, ils sont ainsi victimes de plusieurs arrestations arbitraires par

les agents de forces de sécurité. Plusieurs d'entre eux, surtout les anciens se sont vu écarté lors du ciblage des bénéficiaires de l'assistance distribuée par certaines organisations humanitaires.

VGB

D'août en octobre 2022, 189 cas de viol sur les femmes ont été documentés parmi eux, 644 filles mineures, le cas de viol le plus récent est celui du 14 octobre 2022 à Kitchula, les auteurs ont réussi à prendre fuite, plusieurs cas n'ont pas été pris en charge faute de manque des Kits PEP dans des structures médicales. 77 cas des mariages précoces ont été rapportés par les sources locales contactées dans la zone d'évaluation. Plusieurs cas d'agressions physiques ont également eu lieu dans plusieurs localités (plus ou moins 151).

Protection de l'enfant

- 164 enfants non accompagnés (ENA) dont 74 filles et 90 garçons et 180 enfants séparés (ES) dans la zone évaluée, dont 199 filles et 80 garçons identifiés ;
- 233 Enfants Orphelins de guerre et plus vulnérables identifiés dans la zone;
- Des alertes sur des cas des enfants qui seraient utilisés par les groupes armés vers les milieux de provenance des déplacés vers les moyens et hauts plateaux de Fizi ;
- 77 cas de mariage précoce signalés ;
- Plusieurs cas de grossesse indésirable sont signalés entre août et octobre 2022 ;
- Risque élevé de cas de VBG de suite de la problématique liée à l'accès aux champs situés dans les zones en proie à l'activisme de groupes armés et la promiscuité des ménages ;
- Plusieurs cas d'abus d'exploitation économique rapportés par les sources locales, estimés à 33% dans la zone.

Recommandations

- Retrait, réunification, intégration socioéconomique et accompagnement psychosocial des ENA, ES, EAFGA et EOVI ;
- Renforcer la présence des acteurs de protection (monitoring des incidents, prévention, réponse) pour la collecte des données et la documentation des incidents et violations de droits humains ainsi que la prévention et réponse aux VBG et la protection de l'enfant en situation d'urgence ;
- Plaidoyer pour assurer la disponibilité des Kit PEP et une prise en charge médicale, psychologique et socioéconomique ;
- Renforcer le circuit de référencement et la prise en charge holistique des survivantes.
- Le plaidoyer pour la protection des civiles par les FARDC, POLICE et à la MONUSCO.
- Organiser un plaidoyer auprès des acteurs pour renforcer la sensibilisation sur la lutte contre les VBG notamment l'importance de se faire soigner avant 72h (cas de viol) et la mise en place d'un système de référencement des survivants au CS le plus proche.
- Appuyer les structures communautaires de protection : les Réseaux Communautaire de la protection de l'enfance (RECOPE), les Familles d'Accueil Transitoire (FAT), les Organisations à Base Communautaire (OBC) et les Espaces Amis d'Enfant (EAE) dans la zone évaluée ;
- Renforcer la capacité des acteurs de protection afin de mieux documenter les cas de protection affectant les enfants et les femmes.

6.2. Santé et Nutrition

Des problèmes touchent tous les secteurs de la vie, comme celui de la nutrition et de la santé. Nous signalons un cumul de 2949 personnes (1722 adultes et 1227 enfants de moins de 5 ans) qui ont fréquenté les services sanitaires au mois de septembre 2022. Les personnes déplacées représentent un nombre de 1252 personnes soit 42.4% où les adultes sont au nombre de 554 soit 44.2% et 698 enfants soit 55.7%. Les personnes déplacées bénéficient d'une prise en charge médicale gratuite dans le CS LUMANYA et CS Fizi Etat grâce à l'appui de l'ONG IMC jusqu'en octobre 2022 et dans le CS KICHULA grâce à l'appui de l'UMI. D'autres structures sanitaires n'ont pas d'appui pour la prise en charge médicale gratuite des personnes déplacées fuyant les violences armées.

Ainsi, dans ce mois d'Octobre l'aire de santé de KANANDA a enregistré sept décès des PDI (un adulte et 6 enfants mineurs) d'où 4 enfants dans une même famille d'un déplacé faute à l'adaptation au climat chaud et au manque des moyens financiers pour l'auto-prise en charge. Les pathologies courantes observées chez les déplacés et les membres de la communauté hôte pour le mois de septembre 2022 nous renseignent en moyenne 252 cas du paludisme et les PDI représentent 30%, la malnutrition aiguë avec 107 cas, 67 cas d'IRA, 59 cas de la diarrhée simple et 31 cas de la diarrhée sévère.

Dans le cas précis de la nutrition, malgré certaines organisations internationales et nationales (AFPDE, IMC, GRAINES) qui interviennent dans la prise en charge des cas de la malnutrition, un total moyen de 141 enfants de 6-59 mois dépistés en utilisant le MUAC pour le mois de Septembre 2022 (données trouvées dans les cahiers de screening des centres de santé pour le mois de septembre 2022), 86 enfants sont MAM, 21 enfants sont MAS et 34 enfants sont dans un bon état nutritionnel. Il s'avère important que la cause de cette situation est les habitudes alimentaires moins riche en aliments à 4 étoiles. Ajoutons que la prise en charge n'est pas couverte à tous les cas de la malnutrition car sur la moyenne de 107 enfants malnutris (MAM/MAS), 76 bénéficient la prise en charge et 31 enfants ne sont pas pris en charge à cause du mouvement des PDI qui changent à tout moment le milieu d'accueil en cherchant un milieu favorable. Certaines structures sont en rupture des intrants nutritionnels, notamment : 1 mois de rupture au CS KANANDA à l'UNS, 3 mois pour le CS ETAT FIZI à l'UNS pour le FEFA, 2 semaines de rupture au CS MUKERA à l'UNTA, 1 mois de rupture au CS KITCHULA à l'UNS. Cette évaluation reflète une situation nutritionnelle inquiétante pour les enfants de 6 - 59 mois, notamment pour ceux dépistés mais qui ne bénéficient pas la prise en charge. Sur 109 FEFA déplacées internes dont 40 femmes enceintes et 69 femmes allaitantes, il ressort après la mesure du PB 45 cas soit 41.2% ont présentées un PB inférieur à 230mm.

Recommandations :

- Mener un plaidoyer pour la prise en charge médicale gratuite de personnes déplacées et les vulnérables;
- Assurer l'approvisionnement en intrants (médicaments, intrants nutritionnels, matériels et consommables) en faveur prioritairement des Centres de santé qui soignent les PDI;
- Communiquer avec la DPS sur les décès communautaire observés lors de l'évaluation ;
- Mener le plaidoyer pour la construction des infrastructures sanitaires et hygiéniques modernes afin de favoriser un bon accès des malades à de soins dans un environnement protecteur et d'une bonne réduction des maladies des mains sales

6.3. Sécurité alimentaire et moyen de subsistance

Les localités de LUSUKU, MULIMA, LUMANYA, A'AMBA, KICHULA, MUKELA, KANANDA ainsi que les habitants de Fizi centre se trouvent en phase 3 de l'IPC 2022. Nous n'avons observé que toutes ces agglomérations se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire inquiétante avec l'arrivée de trois différentes vagues de déplacement entre les mois d'août et octobre 2022. Jusqu'à présent, les PDI (Personnes Déplacées Internes) n'ont pas été assistées, pourtant leur présence dans ces milieux est une charge trop lourde sur la population d'accueil, sur le plan alimentaire.

Lors des échanges avec les communautés, nous avons constaté que 95% des habitants de 4 localités visitées vivent de l'agriculture d'autoconsommation alimentaire et de l'élevage, et 5% de petit commerce.

Certaines personnes déplacées se trouvent dans les FAT (Familles d'accueil transitoires) au sein de la communauté hôte pendant les autres sont dans les FAS (Familles d'accueil spontanées) dans les églises et chambres de prières se trouvant à une latitude un peu élevée (sur les collines) à cause de la non-adaptation climatique. Tous rencontrent des difficultés sérieuses pour l'accès à la nourriture. La fréquence de consommation alimentaire est d'un repas insatisfaisant par jour, et cela pour tout le monde (déplacés et autochtones). La majorité d'entre les PDI survivent difficilement grâce aux travaux journaliers occasionnels agricoles dont la rémunération est de plus ou moins 2500 fc par jour pour les travaux champêtres de 7 heures à 15 heures. Nombreux sont ceux qui n'ont pas encore eu l'accès à la terre pour cultiver, pourtant qu'ils le souhaitent. Il est à signaler que tous les hommes et les femmes participent de la même manière aux travaux champêtres, pour les PDI, contrairement aux habitudes des certains autochtones qui laissent tout aux femmes.

Des cas de malnutrition sont observés dans ces milieux, spécialement pour les enfants dont l'âge varie entre 5 et 60 mois ainsi que les femmes enceintes et allaitantes. L'insuffisance des outils aratoires, le manque des semences améliorées et l'attaque de la mosaïque sur la culture du manioc (le facteur causant la famine dans les zones) a été signalée par les familles d'accueil dont la majorité ne vit que de l'agriculture qui reste la principale source de revenu et de la nourriture. Le manioc et les légumes constituent l'aliment de base dans la zone mais leur production est insuffisante par rapport aux besoins et demandes des consommateurs.

Nous devons signaler ensuite que l'inadaptation à l'alimentation de base (farine de manioc et poissons) des familles hôtes est aussi observé dans les familles des personnes déplacés internes (PDI) qui, dans leurs milieux respectifs n'étaient habitués qu'à la consommation de la farine de maïs et légumes ainsi qu'à la viande. Quelques petites familles déplacées ayant accès à la terre manquent les intrants nécessaires pour assurer la production agricole (semences vivrières, maraichères et outils aratoires) ainsi que les géniteurs pour l'élevage. Aucune assistance alimentaire n'a été signalée depuis la présence de déplacés internes dans la zone. Les marchés les plus importants dans la zone sont ceux de MULIMA, KICHULA, MUKELA et FIZI Centre, ils se tiennent en moyenne d'une fois la semaine. Dans ces marchés nous trouvons les produits de première nécessité.

Pour certains endroits dans la zone, l'assistance en CASH ne peut être possible que par le mécanisme de transfert par téléphone mobile en se servant sur tout d'Airtel money ou soit M-pesa et Orange money, pour d'autres endroits la non-couverture réseautique est observée. L'absence de la banque et coopérative d'argent n'est fonctionnelle dans toute la zone, à l'exception de Fizi centre.

Types de cultures pratiquées

Trois (3) types des cultures ont été constatées dans la zone dont :

- **Cultures vivrières** : Manioc ; Maïs, Haricot, Arachide pour la consommation et une partie pour la commercialisation.
- **Cultures maraichères** : Amarante, aubergine locale, tomate, choux et oignons pour la consommation et une autre partie pour la commercialisation.
- **Pisciculture** : Tilapias (Zihili) et Clarias (KAMBALE)

Difficultés rencontrées dans l'agriculture et élevage

- Perturbation climatique,
- Carence des semences de qualités,
- Les différentes maladies de plantes et de bétails,
- Le problème d'accès à la terre pour les personnes déplacées,
- L'insuffisance de rémunération de la main d'œuvre pour les activités champêtres,
- L'augmentation de prix des produits de première nécessité sur le marché local, etc.

Recommandations

- Rendre disponibles les espaces cultivables pour les déplacés (par les autorités locales)
- Appui en intrants agricoles (semences améliorées des cultures vivrières & maraichères et outils aratoires) ;
- Assistance alimentaire d'urgence pour soulager la situation critique de l'insécurité alimentaire des populations déplacées et familles hôtes dans la zone ;
- Appui en petits bétails pour améliorer l'état nutritionnel des enfants et femmes enceintes et allaitantes en protéines animales ;
- Assurer la formation agricole auprès des ménages afin d'accroître la production agricole ;
- Renforcer les moyens de subsistance à travers les transferts de cash à usage multiple ;
- Vu la misère et la famine généralisée, les déplacés devraient être assistés urgemment en vivres.

6.4. Articles ménagers essentiels et Abris

A l'issue des échanges effectués avec les PDI et Les FAT, la plupart des PDI sont dans les Familles hôtes et dans les sites spontanés qui ne disposent pas des capacités pour subvenir à leurs besoins propres et d'autres PDI sont dans les sites donnés par certains chefs des localités .Cependant, le surpeuplement des PDI dans certaines Localités ont permis aux certaines FAT de supporter 1 à 2 ménages des PDI .Par ailleurs, il s'observe quelques besoins sexo-spécifiques en terme d'AME et d'autres en Abris signalé dans certaines localités notamment AAMBA,LUMANYA,MULIMA et KANANDA ou environs 700 maisons sont en paille et qui risque de se détruire pendant la période pluvieuse .

Cette mission d'évaluation a noté que le degré de vulnérabilité en articles ménages essentiels à l'endroit des PDI qui ont abandonné tous les AME lors des affrontements et dont certains ont été pillés, brûlés dans les maisons, perdus et d'autres ravis par les personnes non autrement identifiées lors de leur mouvement. Les personnes déplacées qui sont dans les fa familles d'accueil jouissent d'une générosité des ménages de la population des familles d'accueil qui n'arrivent pas à couvrir leurs besoins en AME (nattes, casseroles de cuisine, les couvertures, stockage d'eau) pour préparer de la nourriture au niveau de la cuisine à tour de rôle occasionné par l'insuffisance des AME.

Recommandation

- Appui en abris transitionnels pour les ménages déplacés ;
- Distribution des articles ménagers essentiels aux personnes déplacées.

6.5. Eau, Hygiène et Assainissement

Eau potable.

D'après nos observations faites lors de notre descente, il sied de signaler qu'il se pose un problème d'eau dans quelques localités dans l'axe Fizi-Lusuku. Que ça soit dans les formations sanitaires (CS), les écoles ainsi que dans la communauté. Dans certaines localités telles que Mulima, Aamba, Ecula, Mukera et dans la cité de Fizi centre les adductions construites par certains partenaires tels que TEAR-FUND, OXFAM, CICR qui desservent toutes les localités datent de 2007 à 2021. Le débit est très insuffisant ; l'eau arrive partiellement à temps convenus à une quantité insignifiante dans les localités ci-haut citées et dans les heures convenues. D'autres localités visitées dont Lusuku et Lumanya manquent d'eau et se servent des quelques sources jadis aménagées et restent aujourd'hui dans un état de saleté avancé. La majorité des populations s'approvisionnent en eau des rivières ainsi que les sources non aménagées. Cette eau est utilisée pour divers besoins notamment la boisson, la lessive, lavage sans aucun traitement au préalable, ce qui expose la population à des maladies à transmission hydriques (diarrhée, choléra, IST etc.) dont 914 cas de diarrhée et 284 cas des IST ont été enregistrés au courant du mois d'Août et d'Octobre dans les Aires de santé visitées (Pungu, Lumanya, Ecula, Mukela, Kananda et Fizi centre) et favorise aussi la malnutrition chez les enfants de moins de cinq ans. A côté d'approvisionnement, s'ajoutent les difficultés liées au puisage et stockage de l'eau. Les formations sanitaires, écoles et ménages visités n'ont presque pas des récipients de stockage et puisage d'eau. Maximum de 1 à 2 bidons de 20L par structure et même dans les ménages visités. Dans les ménages de déplacés, ces récipients sont généralement sales et non couverts. Quelques impluviums construits par différents partenaires dont ActionAid et IMC dans les formations sanitaires et écoles ne fonctionnent plus. Le personnel médical et les techniciens d'assainissement accusent beaucoup des lacunes dans les notions de traitement de l'eau. Le besoin en eau potable est toujours accru dans les aires de santé.

Hygiène.

Très peu de kits de lavage des mains sont dans les formations sanitaires, dans les écoles. Tandis que dans la communauté rien n'est observé. Dans l'ensemble de la zone visitée, il n'existe pas des Buan-deries pour la lessive et de séchage des vêtements. Les comités locaux d'hygiène et les brigades scolaires existent mais nécessitent des formations de renforcement de capacités sur leur rôle et responsabilités.

Assainissement.

Dans les formations sanitaires et écoles, et dans la communauté il s'est observé un problème d'insuffisance des latrines. Les quelques latrines qui existent ne sont pas hygiéniques moins encore séparées par sexe ni par statut personnel et malade dans certaines structures sanitaires et scolaire. De part et d'autre, aucune latrine ne permet pas l'intendance de l'hygiène menstruelle et aussi l'atteinte aux personnes à mobilité réduite. Ce qui indispose d'avantage les femmes malades en âge de procréation, et est à la base aussi de beaucoup des cas des infections sexuellement transmissibles à des élèves filles et aux mamans une fois dans la menstruation. L'environnement scolaire et sanitaire est sale. Quelques structures ne sont pas clôturées ; les zones à déchets ne sont pas sécurisées par un enclos, certains ouvrages tels que la fosse à aiguille, fosse à cendre, fosse à ordures incinérateurs et fosses à placenta

sont à réhabiliter/construire. La défécation à l'air libre a été observée partout là où le team de la mission est passé. La majorité (80%) de ménages dans l'axe visité n'ont pas des latrines. Ces ménages défèquent dans la brousse. Quelques ménages disposent des latrines qui sont en très mauvais état et utilisées par 3 à 4 ménages en même temps. Les Centres de santé et les écoles ne disposent pas de kits de nettoyage et entretien des latrines.

Prevention et contrôle des infections.

Dans la multitude des formations sanitaires visitées, il s'observe un problème de calamité d'équipement de protection individuelle. Le corps médical a très peu des connaissances sur la prévention et le contrôle des infections. Ce qui le prédispose et dispose en même temps les patients à des transmissions nosocomiales très élevées.

Recommandations

- Aménagement/réhabilitation d'une nouvelle adduction d'eau potable pour presque toutes les localités de cette zone de santé ;
- Fournir une assistance en intrants essentiels WASH dans les structures sanitaires, scolaires et dans la communauté dans cette zone de santé ;
- Construire et réhabiliter les latrines communautaires, dans les écoles et formations sanitaires, séparées selon le sexe et le statut, en tenant compte de gestion de l'hygiène menstruelle ainsi que l'accès des personnes à mobilité réduite ;
- Construire dans les formations sanitaires certains ouvrages dans la zone à déchets tels que la fosse à aiguille, fosse à cendre, fosse à ordures incinérateurs et fosses à placenta ;
- Doter les ménages des déplacés, formations sanitaires ainsi que les écoles en kits WASH, kits d'entretien et nettoyage des latrines, kits d'entretien environnemental ;
- Mise en place de l'approche santé environnementale ;
- Doter les formations sanitaires et scolaires en équipement de protection individuelle ;
- Procéder à la formation des comités d'hygiène et de salubrité ainsi que les brigades scolaires ;
- Construire et/ou réhabiliter des infrastructures scolaires et sanitaires ;
- Construire des enclos pour sécuriser les formations sanitaires et écoles ainsi que les zones à déchets.

6.6. Education

Dans le cadre de notre mission il sied de signifier que cet axe est beaucoup affectée par le mouvement des populations dont les localités de Lusuku, Mulima, Lumnya, Aamba, Ecula, Mukera Kananda et Fizi centre compte 45 écoles primaires au total. Toutes ces écoles se trouvent tout le long de la route Mwenga. Au cours de l'année scolaire 2021-2022, un effectif de 7028 est enregistré dans les écoles de la place qui sont reparti selon le sexe de la manière suivante : 3640 filles et 3388 garçons ce si est dû suite aux déplacements qui ont eu lieu entre juin et octobre 2022. Parmi ce chiffre ci-haut énoncé les élèves déplacés se répartissent de la façon ci-après : 1989 filles et 1174 Garçons pour la population déplacés.



Légende : EP Mukera a Mukera

Tous ces élèves déplacés présentent des contrecoups habituels comparant leurs âges aux classes dans lesquelles ils étudient, en plus des chocs des conflits armés dont ils font preuve.

Seuls 11% d'écoles qui ont accueilli les élèves déplacés sont construites en matériaux durables avec des mobiliers anciens. Les dispositifs WASH (latrines, points de lavage des mains, point d'eau) ne sont pas visibles au sein de ces structures scolaires. Vu les conditions économiques précaires des ménages déplacés, les parents sont incapables de procurer les kits scolaires (cahiers, uniformes, souliers, sac) et la nourriture suffisante pour leurs enfants. Ces facteurs rehaussent l'absentéisme des élèves et leur abandon dont le taux de l'année scolaire 2022 est estimé à plus de 21%. Après les échanges et discussions avec les élèves déplacés, ces derniers nous rassurent qu'ils soient souvent impliqués dans les travaux domestiques et champêtres jugés lourds afin de subvenir à leur survie.

Les écoles qui ont accueilli les élèves déplacés ont plus de 80% d'enseignants qui sont payés par l'Etat congolais. À la suite des déplacements, une classe compte 60 élèves par enseignant. La qualité de l'éducation est en baisse vu le faible accès des enseignants aux formations professionnelles, manuels d'enseignement les jeux récréatifs et matériels didactiques. Les élèves déplacés reçoivent un faible appui pour leur apprentissage à domicile, les parents s'impliquent moins dans l'éducation de leurs enfants et aucun programme de radiodiffusion des leçons ni de lecture à base communautaire n'existe.

Recommandations

- Mettre en place un programme de rattrapage scolaire et/ou de mentorat aux élèves présentant des résultats médiocres avant le début de l'année scolaire 2022-2023 ;
- Appuyer les écoles en manuels d'enseignant, matériels didactiques, kits récréatifs et mobilier pour faire face à la pléthore ;
- Octroyer les kits scolaires aux élèves ;
- Mettre en place un programme de cantine scolaire dans les écoles pour réduire le taux d'absentéisme des élèves ;
- Réhabiliter les infrastructures dans les écoles construites dans l'urgence pour faciliter l'éducation aux enfants déplacés ;
- Mettre en place le Programme de Développement Professionnel des enseignants sur les thématiques ci-après :
 - i. Appui psychosocial en situation de classe ;
 - ii. Composantes clés de lecture et écriture ;
 - iii. Enseignement des mathématiques ;
 - iv. Didactique de l'enseignement des NTIC ;
- Lancer les campagnes de retour à l'école et de radiodiffusion des leçons à base communautaire.

Annexe : LISTE DES INFORMATEURS CLES

No	Noms	Fonction	Contact
1	Mulilikwa Masimango	Président du comité des déplacés internes à Fizi	0812931243
2	Malungu Bubasha Abedi	Chef de village Lusuku	0825085402
3	Abonga	Chef de village Mulima	0823199660
4	Mbilizi Kisale	Président du comité des déplacés à Mulima	0810451133
5	Shabani Juma Lumanya	Chef de village Lumanya	0825309058
6	Nyongolo King	Société civile Lumanya	0824670340
7	Musembwa Akela Imela	Chef de village Aamba	0810298896
8	Lubunga Yangya	Relai communautaire Aamba	0821848393
9	David Nabungunda	Président du comité des déplacés Aamba	0813602773
10	Asende Ndenda	Chef de village Kichula	0816841886
11	Byaombe Mpenda	Chef de village Mukela	0813728372
12	Kyenge Alimasi	Société civile Mukela	0815950598
13	Masumbuko Amisi	Chef de village Kananda	0823551603
14	CS KANANDA	ITA	0827865204
15	CS FIZI ETAT	IT	0817502246
16	CS MUKELA	ITA	0815008776
17	CS LUMANYA	IT	0819838965